CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
28-10-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 12 juillet 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglementant la réparation des dommages physiques survenus aux objecteurs de conscience par le fait du service", a donné le 3 octobre 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 12e juli 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de vergoeding van de door gewetensbezwaarden door het feit van de dienst opgelopen lichamelijke schade", heeft de 3e oktober 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet d'arrêté royal a pour objet de rendre applicables aux objecteurs de conscience visés à l'article 23, § 1er, des lois coordonnées du 20 février 1980, "les dispositions légales et réglementaires relatives aux pensions de réparation accordées aux invalides militaires et à leurs ayants cause pour des faits dommageables survenus après le 25 août 1947".

L'article 23, § 1er, précité,des lois coordonnées, est rédigé en ces termes :

> "Les dommages résultant d'un accident ou d'une maladie survenus à un objecteur de conscience affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique définies à l'article 21, au cours et par le fait des prestations ou sur le trajet pour se rendre au lieu de ces prestations et inversement, donnent lieu, à charge de l'Etat, au profit de la victime ou de ses ayants droit, à une réparation dont la nature, le montant et les conditions d'octroi sont déterminés par le Roi".

C'est régulièrement par une loi et non pas par un arrêté royal que le bénéfice des lois coordonnées sur les pensions de réparation a été étendu à de nouvelles catégories de victimes et d'ayants droit (1).

.../...

---

(1) On peut citer notamment : la loi du 26 juillet 1952, article 3 : extension aux dommages subis durant la mobilisation entre le 25 août 1939 et le 9 mai 1940; la loi du 9 mars 1953 : extension aux faits dommageables survenus en temps de paix après le 25 août 1947; la loi du 6 août 1962 : extension aux faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo, du Rwanda et du Burundi; la loi du 8 juillet 1970 : extension aux faits dommageables survenus en temps de paix avant le 25 août 1939.

L'extension de l'application des lois coordonnées sur les pensions de réparation aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, a été faite par l'arrêté royal du 26 juin 1951. Toutefois, cet arrêté royal a été pris par le Roi en vertu d'une habilitation de la loi du 30 mai 1951, formulée en termes très précis.

Les lois sur les pensions de réparation dérogent formellement aux règles de la responsabilité civile telles qu'elles sont formulées aux articles 1382 et suivants du Code civil. L'article 1er, alinéa 5, dispose en effet :

> "Toutes les pensions et allocations attribuées en exécution de la présente loi, constituent une réparation forfaitaire et excluent l'attribution, pour le même fait dommageable, de toute autre indemnisation. Cette disposition couvre la responsabilité de l'organe de l'Etat, agent matériel de l'accident qui a donné lieu à l'attribution de la pension d'invalidité".

Il résulte de l'article 1er, alinéa 5, précité que lorsqu'une pension de réparation a été accordée en exécution des lois coordonnées sur les pensions de réparation, la victime ne sera pas recevable à poursuivre, pour le même fait dommageable, l'Etat ou l'organe de celui-ci responsable du dommage (1).

.../...

---

(1) Voir Cassation, 25 octobre 1965, Pasicrisie, 1966, 1, p. 256 - Cassation 27 juin 1969, Pasicrisie, 1969, 1, p. 995 - Cassation 11 février 1972, Pasicrisie, 1972, 1, p. 540 - Cassation 13 février 1973, Pasicrisie, 1973, 1, p. 557.

De plus, en cas d'attribution d'une pension de réparation, l'octroi d'une indemnité pour le même fait dommageable est exclu,même à une personne autre que le bénéficiaire de la pension ou de l'allocation : tel est notamment le cas de la veuve de la victime lorsqu'une pension de réparation a été attribuée aux orphelins ou aux parents.

D'autre part, toute évaluation du dommage qui s'écarterait des évaluations forfaitaires prévues à l'article 9 sera rejetée.

L'article 1er, § 2, du projet dispose :

"§ 2. Les pensions et allocations accordées en exécution du présent arrêté, excluent l'attribution, pour le même fait dommageable, de toute autre indemnisation à charge de l'organisme de droit public ou de droit privé auquel l'objecteur de conscience est ou était affecté. Cette disposition couvre la responsabilité qui incomberait audit organisme en application des articles 1382, 1383 ou 1384, alinéa 3, du Code civil".

Cette disposition rappelle l'article 1er, alinéa 5, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948. Mais elle s'en distingue sur plusieurs points.

Tout d'abord, l'article 1er, § 2, du projet précise que l'octroi des avantages prévus par les lois et règlements relatifs aux pensions de réparation exclut l'attribution, pour le même fait dommageable, de toute autre indemnisation "à charge de l'organisme de droit public ou de droit privé auquel l'objecteur de conscience est ou était affecté". Les lois coordonnées du 5 octobre 1948 ne déterminent pas expressément à charge de qui une autre indemnisation ne peut plus être obtenue : il va de soi que c'est à l'Etat que les invalides militaires ne peuvent plus réclamer d'indemnisation lorsqu'ils ont obtenu le bénéfice d'une pension de réparation. Pour les objecteurs de

conscience, qui peuvent se trouver, en vertu de l'article 21 des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, soit affectés à des services de l'Etat ou d'autres personnes de droit public, soit affectés à des organismes de droit privé agréés par arrêté royal, il est sans doute dans la logique du système des pensions de réparation d'exclure toute indemnisation à charge de ces personnes publiques en cas d'octroi de la réparation prévue par les lois coordonnées du 5 octobre 1948. Il conviendrait cependant de reprendre la terminologie des lois portant le statut des objecteurs de conscience et d'exclure, en conséquence, l'indemnisation "à charge de la personne de droit public" à laquelle l'objecteur de conscience est ou était affecté. Cette formule laisserait cependant encore subsister un doute quant à l'exclusion de toute autre indemnisation par l'Etat pour le cas où l'objecteur de conscience aura été affecté à un service de l'Etat. Il n'est pas d'usage de comprendre l'Etat dans une expression générale comme "les organismes de droit public" ou "les personnes de droit public". Les lois coordonnées du 20 février 1980 elles-mêmes visent "des services de l'Etat ou d'autres personnes de droit public". Mais l'article 1er, § 1er, du projet rend applicables "les dispositions légales et réglementaires relatives aux pensions de réparation accordées aux invalides militaires et à leurs ayants cause, pour des faits dommageables survenus après le 25 août 1947", c'est-à-dire les "dispositions légales en matière de pensions de réparation dont bénéficient les invalides de la guerre 1940-1945" (article 4 de la loi du 9 mars 1953), en d'autres termes les lois coordonnées le 5 octobre 1948. Il en résulte que l'article 1er, alinéa 5, de ces dernières lois, est applicable et que toute autre intervention de l'Etat, ainsi que la responsabilité de

.../...

son organe, "agent matériel de l'accident qui a donné lieu à l'attribution de la pension d'invalidité", sont exclues une fois que les avantages prévus par les lois de 1948 ont été accordés. Dans ces conditions, il serait souhaitable de faire commencer l'article 1er, § 2, du projet, par les mots : "Sans préjudice de l'application de l'article 1er, alinéa 5, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, ...".

Mais l'article 1er, § 2, du projet diffère sensiblement de l'article 1er, alinéa 5, des lois coordonnées le 5 octobre 1948, parce qu'il tend à exonérer de sa responsabilité l'organisme de droit privé auquel l'objecteur de conscience a été affecté. Les lois coordonnées le 5 octobre 1948 n'étendent nullement l'exonération de responsabilité à des tiers, même si le milicien a été mis à leur disposition.

L'article 1er, § 2, du projet diffère encore sous deux autres aspects de l'article 1er, alinéa 5, des lois coordonnées du 5 octobre 1948. En premier lieu, la phrase finale, au lieu de viser "la responsabilité de l'organe de l'Etat", concerne "la responsabilité qui incomberait audit organisme". En second lieu, cette responsabilité qui, dans la législation de 1948,n'est pas autrement précisée, est limitée ici à celle qui résulterait de l'"application des articles 1382, 1383 ou 1384, alinéa 3, du Code civil".

.../...

L'emploi du mot "organe" dans les lois sur les pensions de réparation a pour conséquence que l'attribution d'une telle pension supprime la responsabilité civile de l'Etat, mais aussi celle de ses organes, notamment de tous les militaires belges, qui, par leur fait, auraient causé l'accident qui donne lieu à réparation. La disposition du projet, recourant au mot "organisme", n'a plus du tout la même portée et paraît même à première vue superflue, puisque la première phrase du paragraphe 2 exclut déjà toute indemnisation à charge de cet organisme. Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que l'intention des auteurs du projet est d'instituer un système comparable à celui des lois de 1948. Dès lors, le mot "organe" devrait ici être conservé. Il faudrait même apparemment y ajouter les "préposés" des personnes de droit public. En effet, si tous les militaires sont des organes de l'Etat, les agents d'une personne publique peuvent être, les uns, des organes, les autres, des préposés.

En précisant les articles du Code civil déterminant la responsabilité couverte par l'octroi d'une pension de réparation, l'article 1er, § 2, dernière phrase, du projet laisse subsister implicitement, par une interprétation a contrario, toute responsabilité fondée sur d'autres dispositions. C'est ainsi que la personne de droit public demeurera tenue de réparer, par exemple, en vertu de l'article 1384, alinéa 1er, le dommage causé à l'objecteur de conscience par une chose dont cette personne avait la garde, alors même que ce dommage se trouvera déjà compensé, de manière forfaitaire, par une pension de réparation.

.../...

Il résulte des informations données au Conseil d'Etat que telle n'est pas l'intention des auteurs du projet. Il convient, dès lors, de supprimer la dernière phrase du paragraphe 2.

Cette analyse fait apparaître que le système institué par les lois coordonnées sur les pensions de réparation et le système institué par le projet, diffèrent de manière essentielle sur un point : c'est dans l'extension de l'exonération de responsabilité aux organismes de droit privé auxquels les objecteurs de conscience sont affectés. A cet égard, l'habilitation donnée au Roi par l'article 23, § 1er, des lois portant le statut des objecteurs de conscience,coordonnées le 20 février 1980, est insuffisante. L'intervention du législateur est nécessaire.

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

A l'alinéa 3 du préambule, la mention de l'avis de l'Inspection des Finances est superflue, étant donné l'accord du Ministre du Budget visé à l'alinéa 2. Toutefois, la date de cet accord devrait être indiquée.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au paragraphe 1er, le texte prévoit que les dispositions relatives aux pensions de réparation accordées aux

.../...

invalides militaires et à leurs ayants cause sont applicables aux dommages physiques visés à l'article 23,§ 1er, des lois portant le statut des objecteurs de conscience, "sous réserve des dispositions des articles 2 et 4, § 2, du présent arrêté". Etant donné que l'article 3 du projet prévoit également une dérogation aux dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation, il y aurait lieu de rédiger le dernier membre de phrase de l'article 1er, § 1er, comme suit : "... sous réserve des dispositions des articles 2, 3 et 4, § 2, du présent arrêté".

Il y aurait lieu, par ailleurs, de remplacer les mots "ayants cause" par "ayants droit".

En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 1er, il y a lieu de se reporter aux observations générales ci-avant.

Article 3.

Au paragraphe 2, étant donné que la gratuité des soins n'est pas totale et qu'elle n'est prévue que dans les limites des tarifs auxquels il est fait référence par le paragraphe 1er, il serait préférable d'écrire :

"§ 2. Dans les mêmes limites, l'intervention dans le coût des soins est aussi accordée ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 4.

Pour le paragraphe 1er, la rédaction usuelle suivante est proposée :

"§ 1er. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge".

Le paragraphe 2 devrait commencer par le mot "Toutefois" et les mots "quelle que soit la date", qui sont superflus, doivent être omis.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il serait préférable d'écrire : "En ce cas, les avantages prévus par les deux dispositions précitées prennent cours ..." au lieu de "Par dérogation au § 1er, ces dispositions prennent alors cours ...".

Dans le même alinéa, il convient d'écrire "aux articles 19 ou 35".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp van koninklijk besluit beoogt "de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de vergoedingspensioenen toegekend aan militaire invaliden en aan hun rechtverkrijgenden, voor schadelijke feiten voorgekomen na 25 augustus 1947", toepasselijk te maken op de gewetensbezwaarden die zijn bedoeld in artikel 23, § 1, van de gecoördineerde wetten van 20 februari 1980.

Het zoëven genoemde artikel 23, § 1, van de gecoördineerde wetten luidt aldus :

> "De schade die het gevolg is van een ongeval of van een ziekte waarvan een gewetensbezwaarde die voor de civiele bescherming of voor opdrachten van openbaar nut bepaald bij artikel 21, is aangewezen, het slachtoffer is geworden tijdens en ten gevolge van prestaties of op de weg naar de plaats van die prestaties en terug, geeft recht op een vergoeding, ten laste van de Staat, voor het slachtoffer of zijn rechthebbenden, waarvan de aard, het bedrag en de toekenningsvoorwaarden door de Koning worden bepaald".

Het voordeel van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen is in de regel bij een wet en niet bij een koninklijk besluit tot nieuwe categoriën van getroffenen en rechthebbenden verruimd. (1)

.../...

---

(1) Onder meer kunnen worden geciteerd :

- de wet van 26 juli 1952, artikel 3 : verruiming tot schade die gedurende de mobilisatie tussen 25 augustus 1939 en 9 mei 1940 is geleden;
- de wet van 9 maart 1953; verruiming tot schadelijke feiten die zich in vredestijd na 25 augustus 1947 hebben voorgedaan.

De gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen zijn op de leden van het expeditiekorps voor Korea toepasselijk gemaakt bij het koninklijk besluit van 26 juni 1951. De Koning heeft dat koninklijk besluit echter uitgevaardigd krachtens een machtiging die Hem in heel nauwkeurige bewoordingen bij de wet van 30 mei 1951 was verleend.

De wetten op de vergoedingspensioenen wijken uitdrukkelijk af van de regels inzake burgerrechtelijk aansprakelijkheid zoals die geformuleerd zijn in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 1, vijfde lid, bepaalt immers :

> "Al de krachtens deze wet verleende pensioenen en toelagen zijn een forfaitaire vergoeding, waardoor de toekenning van om 't even welke andere vergoeding voor hetzelfde schadelijk feit uitgesloten wordt. Deze bepaling dekt de verantwoordelijkheid van het Staatsorgaan, materiële verwekker van het ongeval dat aanleiding gegeven heeft tot de toekenning van het invaliditeitspensioen".

.../...

Vervolg voetnoot vorige pagina.

- de wet van 6 augustus 1962; verruiming tot schadelijke feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van de Republiek Kongo, van Rwanda en van Boeroendi;
- de wet van 8 juli 1970: verruiming tot schadelijke feiten die zich in vredestijd vóór 25 augustus 1939 hebben voorgedaan.

Uit het voormelde artikel 1, vijfde lid, volgt dat wanneer een vergoedingspensioen is toegekend op grond van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, de getroffene niet meer ontvankelijk is om de Staat of diens voor de schade aansprakelijk orgaan voor hetzelfde schadelijk feit te vervolgen (1).

Bovendien is het uitgesloten dat bij toekenning van een vergoedingspensioen, voor hetzelfde schadelijk feit een vergoeding wordt toegekend, zelfs aan een andere persoon dan de rechthebbende op het pensioen of op de toelage : dat geldt onder meer voor de weduwe van de getroffene wanneer een vergoedingspensioen is toegekend aan de wezen of aan de ouders.

Anderzijds wordt elke schatting van de schade die zou afwijken van de in artikel 9 bedoelde forfaitaire schattingen, verworpen.

Artikel 1, § 2, van het ontwerp bepaalt :

"§ 2. De krachtens dit besluit verleende pensioenen en toelagen sluiten de toekenning uit, voor hetzelfde schadelijk feit, van elke andere vergoeding ten laste van het publiekrechtelijk of privaatrechtelijk organisme waarvoor de gewetensbezwaarde aangewezen is of was. Deze bepaling dekt de verantwoordelijkheid die kan berusten bij het bedoelde organisme in toepassing van de artikelen 1382, 1383 of 1384, 3de lid, van het Burgerlijk Wetboek".

.../...

---

(1) Zie Cassatie, 25 oktober 1965, Pasicrisie, 1966, 1, blz. 256.
Cassatie 27 juni 1969, Pasicrisie, 1969, 1, blz. 995.
Cassatie 11 februari 1972, Pasicrisie 1972, 1, blz. 540.
Cassatie 13 februari 1973, Pasicrisie 1973, 1, blz. 557.

Die bepaling herhaalt hetgeen in artikel 1, vijfde lid, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen staat,doch verschilt ervan op meer dan één punt.

In de eerste plaats preciseert artikel 1, § 2, van het ontwerp dat het verlenen van de voordelen bedoeld in de wetten en verordeningen op de vergoedingspensioenen de toekenning uitsluit, voor hetzelfde schadelijk feit, van elke andere vergoeding "ten laste van het publiekrechtelijk of privaatrechtelijk organisme waarvoor de gewetensbezwaarde aangewezen is of was". De gecoördineerde wetten van 5 oktober 1948 bepalen niet uitdrukkelijk ten laste van wie geen andere vergoeding meer kan worden ontvangen : het spreekt vanzelf dat het van de Staat is dat de militaire invaliden die het voordeel van een vergoedingspensioen hebben verkregen, geen andere vergoeding meer kunnen vorderen. Voor de gewetensbezwaarden, die krachtens artikel 21 van de op 20 februari 1980 gecoördineerde wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden, hetzij voor diensten van de Staat of van andere publiekrechtelijke personen, hetzij voor bij koninklijk besluit erkende privaatrechtelijke instellingen kunnen zijn aangewezen, is het wellicht volgens de regeling van de vergoedingspensioenen logisch dat, bij toekenning van de in de gecoördineerde wetten van 5 oktober 1948 bedoelde vergoeding, er geen sprake kan zijn van enige andere vergoeding ten bezware van die publiekrechtelijk personen. Het zou evenwel passend zijn de terminologie van de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden over te nemen en bijgevolg de vergoeding "ten laste van de publiekrechtelijke persoon" waarvoor de gewetensbezwaarde aangewezen is of was, uit te sluiten. Bij die formule zou er echter nog twijfel blijven bestaan omtrent de uitsluiting van elke andere vergoeding door de Staat voor het geval dat de gewetensbezwaarde voor een dienst van de Staat mocht zijn aangewezen. Het is niet gebruikelijk de Staat mee te rekenen in een algemene uitdrukking als "de publiekrechtelijke

organismen" of "de publiekrechtelijke personen". De gecoördineerde wetten van 20 februari 1980 zelf hebben het over "diensten van de Staat of van andere ... publiekrechtelijke personen". Artikel 1, § 1, van het ontwerp verklaart echter toepasselijk : "de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de vergoedingspensioenen toegekend aan militaire invaliden en aan hun rechtverkrijgenden, voor schadelijke feiten voorgekomen na 25 augustus 1947",dit wil zeggen "de wetsbepalingen in zake vergoedingspensioenen welke voor de invaliden van de oorlog 1940-1945 gelden" (artikel 4 van de wet van 9 maart 1953), met andere woorden, de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten. Daaruit volgt dat artikel 1, vijfde lid, van de laatstgenoemde wetten toepasselijk is en dat elke andere tegemoetkoming van de Staat, alsook de aansprakelijkheid van een Staatsorgaan "materiële verwekker van het ongeval dat aanleiding gegeven heeft tot de toekenning van het invaliditeitspensioen" uitgesloten zijn van het ogenblik af dat de in de wetten van 1948 bepaalde voordelen zijn verleend. Het verdient dan ook aanbeveling het begin van artikel 1, § 2, van het ontwerp aldus te redigeren :

"Onverminderd de toepassing van artikel 1, vijfde lid, van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, sluiten de krachtens dit besluit ...".

.../...

Artikel 1, § 2, van het ontwerp verschilt echter aanzienlijk van artikel 1, vijfde lid, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten : het wil immers de privaatrechtelijke instelling waarvoor de gewetensbezwaarde is aangewezen, van aansprakelijkheid ontheffen. De op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten doen de ontheffing van aansprakelijkheid geenszins mede gelden voor derden, ook al is de dienstplichtige te hunner beschikking gesteld.

Artikel 1, § 2, van het ontwerp verschilt nog in twee andere opzichten van artikel 1, vijfde lid, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten. In de eerste plaats heeft de slotzin geen betrekking op "de verantwoordelijkheid van het Staatsorgaan", maar op "de verantwoordelijkheid (lees "aansprakelijkheid") die kan "berusten bij het bedoelde organisme". In de tweede plaats wordt die "verantwoordelijkheid", die in de wetgeving van 1948 niet nader bepaald is, in het onderhavige geval beperkt tot die welke zou volgen uit de "toepassing van de artikelen 1382, 1383 of 1384, 3de lid, van het Burgerlijk Wetboek".

Het gebruik van het woord "orgaan" in de wetten op de vergoedingspensioenen heeft tot gevolg dat door de toekenning van een dergelijk pensioen de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de Staat vervalt, maar ook die van zijn organen, onder meer van alle Belgische militairen die door hun schuld het ongeval dat aanleiding geeft tot vergoeding, zouden hebben veroorzaakt. De bepaling van het ontwerp, die het woord "organisme" gebruikt, heeft hoegenaamd niet meer dezelfde draagwijdte en lijkt op het eerste gezicht zelfs overbodig, daar de eerste volzin van paragraaf 2 reeds iedere vergoeding ten laste van dat "organisme" uitsluit. Uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat de stellers van het ontwerp bedoelen een soortgelijke regeling als die van de wetten van 1948 in te voeren. Derhalve zou in het onderhavige geval het woord "orgaan" moeten worden behouden. Blijkbaar zouden er zelfs de "aange-

stelden" van de publiekrechtelijke personen aan toegevoegd moeten worden. Alle militairen zijn immers organen van de Staat, terwijl bij een publiekrechtelijk persoon sommige personeelsleden "organen", andere personeelsleden "aangestelden" kunnen zijn.

Doordat artikel 1, § 2, laatste volzin, van het ontwerp de artikelen van het Burgerlijk Wetboek vermeldt die de aansprakelijkheid bepalen welke door de toekenning van een vergoedingspensioen gedekt wordt, laat het, a contrario, iedere aansprakelijkheid die op andere bepalingen gegrond is stilzwijgend bestaan. Zo zal een publiekrechtelijke persoon bijvoorbeeld, krachtens artikel 1384, eerste lid, gehouden blijven tot het vergoeden van de schade die aan een gewetensbezwaarde is veroorzaakt door een zaak welke die persoon onder zijn bewaring had, ook al is die schade reeds op forfaitaire wijze door een vergoedingspensioen vergoed.

Uit de aan de Raad van State verstrekte informatie blijkt dat zulks niet de bedoeling is van de stellers van het ontwerp. Derhalve behoort de laatste volzin van paragraaf 2 te vervallen.

Deze analyse toont aan dat de door de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen ingestelde regeling en de regeling waarin het ontwerp voorziet in één opzicht wezenlijk van elkaar verschillen : nu worden ook de privaatrechtelijke instellingen waarvoor de gewetensbezwaarden worden aangewezen, van aansprakelijkheid ontheven. In dat opzicht kan niet worden volstaan met de machtiging die bij artikel 23, § 1, van de op 20 februari 1980 gecoördineerde wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden aan de Koning is verleend. Hier is een optreden van de wetgever noodzakelijk.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

In het derde lid van de aanhef is de vermelding van het advies van de Inspectie van Financiën overbodig daar in het tweede lid wordt verwezen naar het akkoord van de Minister van Begroting. Nochtans zou de datum van dat akkoord moeten worden vermeld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In paragraaf 1 van de tekst wordt gesteld dat de bepalingen betreffende de vergoedingspensioenen toegekend aan militaire invaliden en aan hun rechtverkrijgenden, van toepassing zijn op de lichamelijke schade waarvan sprake is in artikel 23, § 1, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden "onder voorbehoud van wat in de artikelen 2 en 4, § 2, van dit besluit wordt bepaald". Aangezien artikel 3 van het ontwerp eveneens voorziet in een afwijking van de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, zou het laatste zinsdeel van artikel 1, § 1, als volgt geredigeerd moeten worden : "... onder voorbehoud van wat in de artikelen 2, 3 en 4, § 2, van dit besluit wordt bepaald".

Bovendien zou het woord "rechtverkrijgenden" vervangen moeten worden door het woord "rechthebbenden".

Wat paragraaf 2 van artikel 1 betreft, zij er verwezen naar de hierboven gemaakte algemene opmerkingen.

Artikel 3.

Aangezien de verzorging niet helemaal kosteloos

de tarieven waarnaar in paragraaf 1 wordt verwezen, schrijve men in paragraaf 2 bij voorkeur :

"§ 2. Bestaat het vermoeden dat het pensioen toegekend zal worden, dan wordt de tegemoetkoming in de kosten van verzorging binnen dezelfde grenzen eveneens verleend aan ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

Voor paragraaf 1 wordt de volgende gebruikelijke redactie voorgesteld :

"§ 1. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand ... volgend op die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Paragraaf 2 zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"§ 2. In artikel 1 bedoelde lichamelijke schade echter, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ontstaan, geeft recht op het voordeel van de artikelen 1 en 3".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf zou het verkieslijk zijn te schrijven : "In dat geval zijn de voordelen bedoeld in de twee voormelde bepalingen verkregen vanaf ..." in plaats van "In afwijking van § 1 gaan deze bepalingen dan in ... ".

In hetzelfde lid schrijve men in de Franse tekst "aux articles 19 ou 35".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. KNAEPEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-P. HAESAERT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-P. HAESAERT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.